Éditorial. Crise de la dette : un déni persistant

DANS **ESPRIT** 2011/10 (OCTOBRE), PAGES 4 À 5

ÉDITIONS **ÉDITIONS ESPRIT**

ISSN 0014-0759

ISBN 9791090270008

DOI 10.3917/espri.1110.0004

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-esprit-2011-10-page-4.htm>

CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour Éditions Esprit.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Éditorial

Crise de la dette : un déni persistant

DEPUIS l'été 2008, nous vivons une crise financière à rebondissements dont la phase actuelle met aux prises les pays endettés de la zone euro, les marchés financiers sur lesquels ils doivent aller chercher des prêts, la concertation européenne balbutiante et les banques, notamment françaises, exposées à un risque de défaut de la Grèce, de l'Italie ou de l'Espagne. À chaque étape de cette crise, chacun se demande comment en sortir, comment se dégager de cette mauvaise passe et entamer un nouveau cycle.

Mais cette précipitation à « en sortir » limite notre capacité de répondre à la crise, là où il faudrait tout d'abord y « entrer » vraiment, c'est-à-dire prendre la mesure des défis actuels. La difficulté des pays européens à trouver une issue à la crise grecque témoigne d'un déni persistant : chacun semble rivaliser d'imagination pour montrer que c'est de mauvaise grâce que la zone euro fait preuve de cohésion. Les décisions sont ajournées (lors du conseil des ministres des Finances européens du 16 septembre 2011), assorties de conditions particulières (la Finlande demande des garanties spécifiques), de déclarations contradictoires (au sein de la coalition au pouvoir en Allemagne) ou de rumeurs (sur la solidité des banques françaises)... Autant de brouillages qui affaiblissent la portée de chaque accord et font rebondir les spéculations sur la prochaine étape de la crise.

Dans un tel *maelström*, les responsables politiques et économiques assurent qu'il faudrait apaiser les esprits en envoyant « un signal clair aux marchés ». L'idée est rassurante : une déclaration bien calibrée mettrait de l'ordre dans les anticipations des acteurs financiers et permettrait d'éviter les mouvements irrationnels liés à une communication confuse. Mais quel émetteur est considéré comme crédible ? Et comment les marchés financiers traitent-ils l'information ?

Qui possède aujourd'hui l'autorité nécessaire pour imposer une lecture de la situation économique ? Aucun pays, aucune institution ne sont suffisamment dominants pour dicter une lecture unilatérale de la crise. La dégradation de la note attribuée aux États-Unis par les

agences de notation le 5 août 2011 symbolise cette destitution de toute position surplombante. Le fait même que les agences de notation soient contestables, et contestées, atteste de l'absence de toute parole ultimement fiable. Le G20, dont l'émergence a été saluée juste au début de la crise, est une instance de concertation qui peut, au mieux, coordonner des actions. Mais elle n'est pas plus crédible que l'Union européenne, les banques centrales, le FMI, les économistes... La parole est définitivement multiple, sujette à caution, sans garantie dernière.

Cette cacophonie des paroles d'autorité rencontre en outre un mode particulier de traitement de l'information par les marchés financiers. Dans la théorie économique classique, seul le marché est capable de traiter une multiplicité foisonnante d'informations : lieu d'intégration des décisions les plus rationnelles des acteurs économiques, il permet de dégager la meilleure décision possible. L'informatisation des marchés financiers découle de cette logique : il s'agit de combiner les meilleures options possibles à partir des choix exprimés sous la forme d'un calcul (le prix). Pourtant, si les marchés financiers fonctionnaient de cette manière, il n'y aurait pas de bulles, de *krachs*, de paniques, comme on le constate pourtant tous les mois et désormais presque toutes les semaines. Comment l'expliquer ?

Les marchés financiers, rappelle André Orléan¹, déterminent une valeur en fonction des anticipations de gain ou de perte qui s'y attachent. Dès lors, la logique des opérateurs financiers consiste à faire des paris sur ce que les autres acteurs vont faire. L'enjeu central, qui détermine un mouvement à la hausse ou à la baisse, est la bonne appréciation du comportement des autres. Tout le monde évolue donc dans un système mimétique, aux coordonnées mouvantes, où les mouvements grégaires sont considérablement amplifiés par les effets de miroir. En ce sens, la bourse n'est pas irrationnelle : elle fixe des valeurs en fonction de ses logiques propres, où les pronostics sont d'autant plus difficiles à confirmer ou à infirmer qu'ils peuvent eux-mêmes avoir des effets autoréalisateurs. Spéculer sur la dette de la Grèce, c'est augmenter le coût du crédit et accroître effectivement les risques de ce pays de ne pas pouvoir rembourser...

Voilà bien une manière d'entrer dans la crise, sans se laisser emporter par elle. Ne pas croire qu'on peut s'en abstraire en parlant haut et fort. Retrouver une crédibilité de la parole politique, sans position de surplomb, mais comme une force agissante vis-à-vis de marchés sans repères et d'une bourse qui a le tournis. Qui a dit qu'il ne restait rien à inventer en politique ?

Esprit

1. Voir « L'aveuglement au désastre. Le cas des crises financières », entretien avec André Orléan paru dans *Esprit*, mars-avril 2008, ainsi que son dernier ouvrage, *L'Empire de la valeur. Refonder l'économie*, Paris, Le Seuil, coll. « La couleur des idées », 2011.